

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 boulevard Voltaire  
CS 27912  
21079 Dijon Cedex

Dijon, le 17/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**CALDIC FRANCE**

ZI 8 RUE DE L'INDUSTRIE  
63800 Cournon-D'Auvergne

Références : 2024-409  
Code AIOT : 0005401548

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2024 dans l'établissement CALDIC FRANCE implanté Route D'esbarres 21470 Brazey-en-Plaine. L'inspection a été annoncée le 06/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les différents éléments du dossier de cessation d'activité transmis par l'exploitant montrent une pollution résiduelle des eaux souterraines aux solvants chlorés.

Le plan de gestion n° A89840/A d'avril 2016, recommande, entre autres, la mise en place d'une barrière hydraulique pour traiter les eaux souterraines en aval du site et ainsi éviter que la pollution ne sorte du périmètre de celui-ci.

L'inspection avait pour but de contrôler le fonctionnement de cette barrière et le respect des autres préconisations du plan de gestion, notamment la surveillance semestrielle des eaux souterraines.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CALDIC FRANCE
- Route D'esbarres 21470 Brazey-en-Plaine
- Code AIOT : 0005401548
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Caldic France a exploité un site de stockage et de conditionnement de produits liquides toxiques, inflammables et dangereux pour l'environnement sur le site localisé à Brazey-en-Plaine jusqu'en 2015.

**Contexte de l'inspection :**

- Pollution
- Récolement

**Thèmes de l'inspection :**

- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il apparaît que le terrain et les bâtiments s'y trouvant ont été vendus le 14 mars 2024 par la société CALDIC FRANCE à la société SCI JL IMMO, afin d'y installer de nouvelles activités.

L'acte de vente fait entre autres apparaître, au jour de la vente, que :

- la zone industrielle comprend :
  - un bâtiment à usage d'entrepôt ;
  - un second bâtiment dont il ne reste que l'ossature ;
  - une maison d'habitation.
- la présence de matériaux et de produits des listes A et B contenant de l'amiante tels que mentionnés à l'annexe 13-9 du Code de la santé publique. Les dossiers de repérage amiante étant joints à l'acte de vente ;
- qu'en application de l'article L. 514-20 du Code de l'environnement, l'acquéreur est informé qu'une installation classée pour la protection de l'environnement a été exploitée au droit du site. L'acquéreur déclare avoir parfaite connaissance, entre autres, des rapports suivants :
  - la notification de cessation d'activité du 21 avril 2015 ;
  - les diagnostics réalisés en 2016 ;
  - Étude historique et environnementale, Mission de type EVAL-PHASE 1 au sens de la norme NF X 31-620-2, Étape A : Étude historique et documentaire, Étape B : Étude de vulnérabilité - Site Caldic à Brazey-en-Plaine établie en février 2016 par la société ANTEA GROUP référencé A82130/A ;
  - Diagnostic des sols, des gaz de sol et des eaux souterraines - Site Caldic à Brazey-en-Plaine établi en février 2016 par la société ANTEA GROUP référencé A83137/A ;
  - Plan de gestion - Site Caldic à Brazey-en-Plaine établi en avril 2016 par la société ANTEA GROUP référencé A83840/A ;
  - Réalisation d'un piézomètre aval (analyse des eaux souterraines) Complément au plan de Gestion - Site Caldic à Brazey-en-Plaine établi en juillet 2016 par la société ANTEA GROUP référencé A85143/A ;
  - Réalisation d'une barrière hydraulique - études de faisabilité et de conception - Site Caldic à Brazey-en-Plaine établi en janvier 2018 par la société ANTEA GROUP référencé A92352/A ;
  - le rapport n° R21-21039-V1 du 26 mars 2021 relatif au diagnostic de qualité des bétons sur les bâtiments destinés à être démolis. Ce rapport fait, entre autre, état du fait que l'ancienne aire 2 et des compartiments des anciennes cuves aériennes présentent des teneurs en PCB respectivement de 2,2 et 7,7 mg/kg MS. En cas de gestion hors site, ces

- bétons seront à évacuer en ISDD ;
- L'exploitant conserve à sa charge exclusive les travaux de dépollution uniquement aux niveaux des eaux souterraines ;
- L'acquéreur déclare qu'il destine le bien à la réalisation d'un entrepôt à usage industriel et ne destine pas le bien à un usage autre que celui ci-dessus déclaré, remettant en cause les travaux effectués par le vendeur pour rendre le site compatible avec le projet.

Lors de la visite, l'inspection a constaté :

- que l'ensemble des plaques ondulées fibrociment de la façade et du toit du bâtiment à usage d'entrepôt avait été retiré ;
- que le second bâtiment, dont il ne restait que l'ossature, présentant des bétons pollués au PCB, n'était plus présent ;
- que des terres végétales ont été déplacées et mises en tas ;
- que l'ancienne rétention des solvants chlorés n'était plus présente ;
- la mise en place de graviers sur une partie du terrain dans le but d'en faire une plate-forme de stockage.

L'exploitant a informé l'inspection qu'il n'avait pas fait réaliser ces travaux et que ceux-ci auraient été réalisés après la vente.

Le propriétaire a, le jour de l'inspection, informé que c'est lui qui a réalisé le déplacement des terres végétales et qu'il effectuait les travaux sur le bâtiment à usage d'entrepôt. Il a confirmé avoir déposé une déclaration préalable pour modifier la couverture et la façade de ce bâtiment.

Les travaux déjà réalisés (retrait de couche de terre végétale, stockage de matériel sur l'ancienne zone du second bâtiment, mise en place d'une plateforme de stockage,...) peuvent être de nature à modifier les usages (les hypothèses) pris en compte dans le dossier de cessation d'activité de l'exploitant. Or l'exploitant a confirmé qu'il n'avait pas fait réaliser les investigations permettant de s'assurer que les travaux réalisés/projetés ne remettaient pas en cause la compatibilité des usages. De plus, l'exploitant a confirmé qu'il n'avait pas fait certifier ces investigations par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués ou équivalent au titre de l'article R.556-1 du Code de l'environnement. De plus, comme le mentionne l'article susvisé, cette attestation doit être transmise au service instructeur de la déclaration préalable.

Lorsque l'inspection a demandé ce qu'était advenu du second bâtiment et de l'ancienne rétention, le propriétaire a déclaré à l'inspection qu'il n'était déjà plus présent lors de son arrivée après la vente.

Des éléments complémentaires ont été demandés à l'exploitant et au propriétaire afin de pouvoir définir les responsabilités de chacun.

De plus, une visite d'inspection spécifique sera réalisée ultérieurement vis-à-vis, entre autre, de la gestion des déchets amiantés, ceux-ci étant de la responsabilité du propriétaire qui en est le producteur.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Protection des tiers	Code de l'environnement du 11/06/2009, article L.512-6-1	Prescriptions complémentaires	2 mois
2	Gestion de la pollution	Code de l'environnement du 17/07/2014, article R.512-39-3	Prescriptions complémentaires	2 mois
3	Gestion des piézomètres	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-bis	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a montré que les recommandations du plan de gestion de la pollution transmis par l'exploitant n'étaient pas respectées. L'exploitant ayant réalisé uniquement la mise en place de la barrière hydraulique et celle-ci étant hors service depuis plus d'un an.

La surveillance des eaux souterraines du 9 octobre 2024, réalisée suite à la demande de l'inspection, met en évidence la présence de COHV en limite aval du site, à des taux supérieurs aux limites de qualité des eaux prescrites dans l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007. Il apparaît également que le piézomètre amont est hors service.

Il apparaît dès lors important que les mesures de gestion de la pollution et de surveillance soient encadrées, l'inspection propose donc un projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Protection des tiers

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/06/2009, article L.512-6-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, SSP
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lorsque l'installation soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site <b>dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 [...]</b>
<b>Constats :</b>  Le diagnostic des sols, des gaz de sol et des eaux souterraines n° A83137/A de février 2016 fait entre autre état d'un « <i>impact relativement localisé observé à l'aval du site (essentiellement Composes Organo-Halogénés Volatils - COHV)</i> » au droit des piézomètres en limite immédiate du site (PZ2, PZ3 et PZ4).  Le plan de gestion n° A83840/A d'avril 2016 propose la mise en place d'une barrière hydraulique

afin de traiter les eaux souterraines.

Le diagnostic « analyse des eaux souterraines - complément au plan de gestion » n°A85143/A de juillet 2016 montre qu'un "impact par les solvants chlorés est confirmé à l'aval du site".

Les analyses réalisées sur le piézomètre PZ5 situé hors du périmètre de l'ICPE et à proximité immédiate du hameau "Les Meix Vaudrey" montrent « **Des COHV sont détectés (TCE (25 µg/l) et sous-produits de dégradation trichloroéthylène (0,7 µg/l) et ci-dichloroéthylène (1,5 µg/l)) dans les eaux du Pz5**»

Pour rappel, l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnée aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du Code de la santé publique prescrit une limite de qualité des eaux destinées à la consommation pour la somme du tétrachloroéthylène et du trichloroéthylène à 10 µg/l. Cette valeur n'est pas directement applicable mais constitue une valeur de comparaison.

Le diagnostic n°A85143/A de juillet susvisé conclut qu'une « barrière hydraulique doit être mise en place pour traiter les eaux souterraines en aval du site ».

Les documents de suivi de la barrière hydraulique montrent que :

« La barrière hydraulique est opérationnelle depuis le 9 juillet 2020. Suite à une panne de courant sur l'ensemble du site, le système n'a pas fonctionné durant environ 3 semaines en octobre 2020. Le système a été remis en fonction le 31 octobre 2020. Le 3 décembre 2020, une nouvelle panne électrique est survenue sur l'ensemble du site. Compte tenu des délais nécessaires à EDF pour remplacer le transformateur, le 10 décembre, le système de traitement a été vidangé par ICF afin de limiter le risque de gel dans le système. Le courant a pu être remis sur site le vendredi 22 janvier 2021. Le système a été arrêté le 22 avril 2021 et relancé le 23 avril 2021 après le changement du filtre. Une panne de courant est survenue dans la nuit du samedi 24 juillet, une intervention d'Enedis a permis de rétablir l'alimentation électrique du site et le système de traitement a été remis en marche le 15 septembre 2021 par ICF. Un nouveau défaut, avec pour conséquence l'arrêt de l'alimentation électrique du site, a été constaté le 3 octobre 2021. Les travaux réalisés par Enedis le 29 mai 2022 ont permis la remise en service des installations de pompage par ICF le 1er juin 2022. »

L'exploitant a confirmé par courriel du 28 juin 2024 que la barrière n'était plus opérationnelle depuis le 2 février 2023.

Le complément du plan de gestion prévoit entre autres page 21 du diagnostic de juillet 2016 susvisé : « Dans tous les cas, **les eaux souterraines devront[faire]l'objet d'une surveillance régulière, de manière à identifier le plus tôt possible toute évolution défavorable (transfert vers nappe, hausse des concentrations,...)** »

L'exploitant a confirmé qu'aucune analyse des eaux souterraines n'a été réalisée aux droits de piézomètre PZ1, PZ2, PZ3, PZ4, PZ5 entre 2016 et 2024.

Il apparaît cependant que l'exploitant a réalisé des analyses régulières des eaux souterraines au niveau du puits de pompage et du point de rejet du 9 juillet 2020 jusqu'au 10 janvier 2023. Ces analyses montrent une concentration en sommes des COHV de 1600 µg/l le 9 juillet 2020 et de 640 µg/l le 9 janvier 2023.

Suite à la demande de l'inspection, l'exploitant a fait réaliser une analyse des eaux souterraines le 9 octobre 2024. Il apparaît que le piézomètre amont PZ1 est hors service, ainsi que le piézomètre

PZ3 en limite aval du site.

Les résultats des analyses montrent une concentration en sommes des COHV sur 270 µg/l sur le PZ2, de 630 µg/l sur le PZ4 et de 2,2µg/l sur le PZ5.

L'inspection constate au vu de l'esquisse piézométrique de la figure 3 du rapport n°BOUP23017 du 25 octobre 2024, que le Piézomètre PZ5 est situé en aval latéral vis-à-vis de l'écoulement. Cet emplacement latéral, en complément du fait que la barrière hydraulique n'est plus opérationnelle, ne permet pas de confirmer que l'extension du panache de pollution n'est pas sortie du périmètre de l'installation.

Au vu de ces éléments, l'inspection propose un projet d'arrêté préfectoral complémentaire (cf. pièce jointe), afin de prescrire entre autres à l'exploitant :

- la remise en service de la barrière hydraulique ;
- la mise en place d'un plan de surveillance des eaux souterraines ;
- la réalisation d'une étude permettant de connaître l'extension géographique du panache de la pollution (horizontale et verticale).
- Dans le cas où l'extension de la pollution sortirait du périmètre du site, la réalisation d'une interprétation de l'état des milieux (IEM) et la mise à jour du plan de gestion.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 2 : Gestion de la pollution

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 17/07/2014, article R.512-39-3

**Thème(s) :** Risques chroniques, SSP

**Prescription contrôlée :**

"I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant **les mesures prises ou prévues** pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :

1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;

2° **Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines** ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;

3° **En cas de besoin, la surveillance à exercer ;**

4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, **accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.**"

**Constats :**

Le plan de gestion n° A89840/A d'avril 2016, transmis par l'exploitant recommande, entre autres :

- Une barrière hydraulique doit être mise en place pour traiter les eaux souterraines en aval du site

;

- Le recouvrement du site doit être maintenu et des servitudes et des restrictions d'usage doivent être mises en place ;
- Des mesures de conservation de la mémoire du site doivent être prises ;
- Des investigations complémentaires devront être réalisées sur les eaux souterraines en aval du site afin de vérifier la qualité de la nappe à proximité des habitations (vérification de l'extension spatiale du panache) ;
- Les eaux souterraines doivent faire l'objet d'une surveillance régulière avec la réalisation d'un piézomètre en aval du site ;
- Une enquête auprès du service de distribution devra être réalisée afin de s'assurer de la localisation des réseaux. Si cela s'avère nécessaire, un prélèvement d'eau du réseau devra être réalisé afin de vérifier la qualité de l'eau distribuée ;
- Une interprétation de l'état des milieux (IEM) sera nécessaire pour analyser l'impact des anciennes activités industrielles à l'extérieur du site (eaux souterraines et eau potable du réseau).

Pour rappel, l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral du 18 mai 1990 prescrit entre autres que « les installations doivent être disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande et ses compléments, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Au vu des éléments mis à disposition de l'inspection des installations classées, il apparaît que l'exploitant a réalisé uniquement la mise en place d'une barrière hydraulique. Ceci a été confirmé par l'exploitant lors de la visite d'inspection du 6 novembre 2024.

Il apparaît que celle-ci a fonctionné sur les périodes du 9 juillet 2020 au 15 septembre 2021 avec de nombreuses phases d'interruption de plusieurs semaines, puis sur la période du 1<sup>er</sup> juin 2022 au 2 février 2023. Suite au courriel du 12 juin 2024, l'exploitant a informé l'inspection le 28 juin 2024 qu'il regardait pour sa remise en fonctionnement.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a expliqué que pour remettre en fonctionnement la barrière électrique, il était nécessaire de réaliser des travaux afin de remettre en place les liaisons électriques entre le compteur général et les installations, celles-ci ayant été volées.

Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, des éléments transmis par l'exploitant, et afin d'encadrer les travaux, les objectifs de dépollution et les mesures de surveillance nécessaires, et leurs délais de mise en place, l'inspection propose un arrêté préfectoral complémentaire.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires

**Proposition de délais :** 2 mois

### N° 3 : Gestion des piézomètres

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-bis

**Thème(s) :** Risques chroniques, surveillance des eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

"Surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution.

Les installations présentant une pollution des eaux souterraines du fait de leur activité respectent, sans préjudice, des obligations encadrant les ouvrages de surveillance au titre de la loi sur l'eau



(en particulier les articles L. 241-1 à L. 214-6 du code de l'environnement) et sans préjudice des obligations de gestion de cette pollution, les dispositions suivantes :

[...]

- le nombre, le lieu et les caractéristiques des ouvrages : trois ouvrages au moins sont implantés **dont un en amont hydraulique**, les deux autres en aval hydraulique de l'installation soumise à surveillance, de sorte que les trois ouvrages ne soient pas alignés ;

[...]

Tous les ouvrages sont nivelés par un géomètre et raccordés au système de nivellement général français (NGF). **Le repère du nivellement est clairement identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage** et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages. Les coupes techniques et géologiques associées à chaque nouvel ouvrage sont conservées.

[...]

Si un ouvrage n'est plus jugé pertinent dans le cadre de la surveillance de l'installation, **il est comblé par des techniques appropriées, conformément aux méthodes normalisées en vigueur**, permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution. Le rapport de travaux de comblement est communiqué au préfet."

#### Constats :

Lors de la visite, il a été constaté que le piézomètre amont PZ1 était hors service, il a été constaté la présence de morceaux de tube répandus autour de sa localisation supposée (cf. photo)

#### NON CONFORMITÉ 1:

Les installations de surveillance des eaux souterraines ne disposent plus de piézomètre amont.

#### NON CONFORMITÉ 2 :

L'inspection a constaté l'absence des repères de nivellement sur les ouvrages PZ2, PZ4 et PZ5.

#### NON CONFORMITÉ 3 :

L'inspection a constaté qu'en plus du piézomètre PZ1, le piézomètre PZ3 était hors service (cf. photo)

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant effectuera les opérations nécessaires afin de disposer d'un piézomètre amont. Il réalisera également les opérations pour éliminer tout risque de pollution des eaux souterraines du fait de l'endommagement des piézomètres PZ1 et PZ3.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois